

Carrefour information

Mars 2008



Mercredi 5 Conférence

- **Thème :** Dans le cadre de la Journée internationale des femmes 2008, cette activité s'inscrit au cœur d'une tournée de conférences abordant l'autonomie économique des femmes. « L'Alter-économie au féminin, perspectives Nord-Sud » vise à mettre en lumière la question des droits des femmes dans un contexte mondial. À chaque rencontre, une panéliste du Niger est jumelée avec des panélistes du Québec. En arrimage avec la campagne d'action 2007-2008 pour l'autonomie économique des femmes mise sur pied par la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes (CQMMF), cette tournée s'inscrit dans un vaste mouvement mondial de solidarité féministe et de solidarité internationale.
- **Invitées :** Barkire Mabey, secrétaire générale de l'ONG ASEFER (Appui aux activités socio-économiques des femmes rurales), ONG partenaire d'Oxfam-Québec au Niger ;
Marie-France Labrecque, professeur titulaire du département d'anthropologie de l'Université Laval ;
Stéphanie Thérien, ex-coopérante d'Oxfam-Québec au Niger ;
Louise Langevin, présidente d'honneur, titulaire de la Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes.
- **Heure :** 17 h
- **Lieu :** Pavillon Alphonse-Desjardins, agora
Université Laval, Québec
- **Information :** Véronica Pérez, AQOCI, aqoci@aqoci.qc.ca
- **Organisée** par le Comité québécois femmes et développement de l'AQOCI et Citoyens du monde en action en collaboration avec Carrefour Tiers-Monde.

La passion de la solidarité



Samedi 8

Soirée interculturel'Elles

- **Thème** : En cette *Journée internationale des femmes*, vous êtes invités à venir souligner la place qu'occupent les femmes immigrantes dans la société civile québécoise. Cette activité, jointe à la programmation de *Québec Interculturel 2008*, vise à créer un lieu de rencontre entre les femmes immigrantes et québécoises, un pas de plus vers une plus grande sensibilisation à la réalité pluriculturelle de la ville de Québec.

Au programme : échanges, animation et témoignages, musique du monde et léger goûter à saveur internationale.

- **Heure** : 17 h à 19 h
- **Lieu** : Café Nagua
990, 1^{ère} Avenue, Limoilou (Québec)
- **Coût** : Gratuit
- **Information** : Geneviève Fradette, (418) 521-2250 poste 232, gfradette@plannagua.qc.ca
- **Organisée** par Plan Nagua et le Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.).

Dimanche 9

Projection commentée

- **Thème** : Villes mondiales - Ville inégales : « *Shenzhen, Chine – une ville du futur? Ils étaient 350 000 habitants en 1979, ils sont maintenant 12 millions* ». Projection d'un court métrage sur l'habitat des travailleurs urbains en Chine réalisé par Étienne Bernier, candidat à la maîtrise en architecture.
- **Invitée** : André Casault, professeur à l'École d'architecture.
- **Heure** : 14 h à 14 h 45
- **Lieu** : Musée de la civilisation, Auditorium 1
85, rue Dalhousie, Québec
- **Coût** : Gratuit
- **Information** : Musée de la civilisation (418) 643-2158



Causerie :

- **Thème** : « Mines d'or-dur : qui en profite ? » Expérience à Dakar du groupe « Habitats et cultures ».
Au programme : informations, exposition de photos, présentation d'un montage visuel.
- **Heure** : 15 h à 15 h 30
- **Lieu** : Musée de la civilisation, Salon des visiteurs
85, rue Dalhousie, Québec
- **Coût** : Gratuit
- **Information** : Musée de la civilisation (418) 643-2158

Samedi 15 Journée mondiale d'action

- **Thème** : Le 15 mars, prenons les choses en main pour mettre fin au rôle destructeur de notre propre gouvernement dans le cadre de la soi-disant « guerre contre le terrorisme » de George W. Bush. Jouons un rôle actif au sein du mouvement mondial contre la guerre et l'occupation :
Troupes canadiennes, hors de l'Afghanistan!
-Pour plus d'information sur les actions à travers le Canada, visitez les sites suivants :
www.acp-cpa.ca et www.echecalaguerre.org
-Pour plus d'information sur les actions dans le monde, visitez www.theworldagainstwar.org

Mercredi 19 Journée internationale de la Francophonie

- **Thème** : Cette journée commémore la signature, le 20 mars 1970, de l'acte de naissance officiel de la Francophonie, à Niamey au Niger. La ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, madame Monique Gagnon-Tremblay, vous invite à célébrer la Journée internationale de la Francophonie.
- **Heure** : 17 h
- **Lieu** : Musée de la civilisation, Hall
85, rue Dalhousie, Québec
- **Coût** : Gratuit
- **Information et réservation** : Musée de la civilisation (418) 643-2158



Semaine d'actions contre le racisme

Du 20 au 30 mars 2008

**Les activités ayant lieu dans ce cadre, sont marquées d'un astérisque.*

Jeudi 20

*Documentaire

- **Thème :** « *Lòt Bò Dlo* » (v. f. *De l'autre côté de la rivière*). Cette projection nous plonge dans les récits de Judith, Wilfrid, Wilmer, Syralyen, Duclas, Kinner ainsi qu'Emmanuel qui ont entrepris la grande traversée d'Haïti à la République Dominicaine en quête d'une vie meilleure, il y a un an, il y a 10 ans. Ce documentaire-choc traite de nombreux sujets tels la discrimination, le racisme mais aussi de petites joies vécues *Lòt Bò Dlo*.
- **Invité :** Alexandre Poupart, coréalisateur.
- **Heure :** 18 h
- **Lieu :** Musée de la civilisation, Auditorium 2
85, rue Dalhousie, Québec
- **Coût :** Gratuit
- **Information :** Alexandre Poupart (418) 647-5853
- **Réservation :** (418) 643-2158
- **Organisé** par Carrefour Tiers-Monde, en collaboration avec le Musée de la civilisation.

*Lancement et projection :

- **Thème :** Ce lancement de « *Hôpital Lacor L'hôpital de Lucille Teasdale et Piero Corti aujourd'hui* » est accompagné d'une exposition de photos. Pendant un mois, le public pourra admirer les œuvres de Mauro Fermariello qui fixe l'objectif sur la vie africaine, dans sa plus grande sensibilité. À travers ses photographies, il présente en une soixantaine de clichés, l'œuvre marquante de près de 50 ans du Dre Lucille Teasdale auprès de la population ougandaise.
- **Invitée :** Dominique Corti, fille de Lucille Teasdale et Pierre Corti.
- **Heure :** 19 h
- **Lieu :** Musée de la civilisation, Hall
85, rue Dalhousie, Québec
- **Coût :** Gratuit
- **Information :** Centre R.I.R.E. 2000 (418) 524-5609
- **Réservation :** (418) 643-2158
- **Organisés** par la Fondation Teasdale-Corti, le Centre R.I.R.E. 2000, le Musée de la civilisation et AIPEO Canada.

La passion de la solidarité



*Documentaire

- **Thème :** *Les enfants de la nuit* est un film sur l'espoir et la naissance. Comment naître, vivre et survivre au cœur d'un camp de réfugiés, dans un pays qui a connu les horreurs de la guerre. Au Nord de l'Ouganda, à 50 kilomètres de l'Hôpital Lacor où ont œuvré les Dr Lucille Teasdale et Piero Corti pendant plus de 30 ans se trouve le camp d'Amuru où vivent 50 000 réfugiés. Parmi eux, ceux qu'on appelait les enfants de la nuit et qui venaient se réfugier la nuit aux abords de l'Hôpital pour éviter d'être enlevés par les rebelles. Le documentaire « Les enfants de la nuit », c'est la renaissance d'un peuple après un interminable et meurtrier conflit.
- **Invitée :** Rachel-Alouki Labbé, réalisatrice.
- **Heure :** 20 h 15
- **Lieu :** Musée de la civilisation, Auditorium 1
85, rue Dalhousie, Québec
- **Coût :** Gratuit
- **Information et réservation :** Musée de la civilisation (418) 643-2158

Samedi 22 Assemblée générale

- **Thème :** Assemblée générale annuelle de Conscience Équitable.
- **Heure :** 9 h à 12 h
- **Lieu :** Coopérative Académique
1395, rue Notre-Dame, Saint Césaire
- **Information et réservation :** meve4@hotmail.com
- **Organisée** par Conscience Équitable.



Mardi 25

Les Mardis Aller-retour

- **Thème :** *Tu es de retour de voyage? Tu ressens le besoin de partager ton expérience à l'international avec d'autres voyageurs?* Les mardis aller-retour s'adressent justement à tous ceux et celles qui, à la suite d'un séjour à l'étranger, sentent le besoin de discuter et de faire un bilan constructif de leur expérience à l'international. Une première à Québec, les mardis aller-retour sont un rendez-vous mensuel pour prendre le temps d'atterrir !
- **Heure :** 19 h
- **Lieu :** Café Nagua
990, 1^{ère} Avenue, Limoilou (Québec)
- **Information et réservation :** Geneviève Fradette, (418) 521-2250 poste 232, gfradette@plannagua.qc.ca
- **Organisés** par Plan Nagua.

Vendredi 28

Causerie

- **Thème :** Échanges sur « Les résistances à la guerre : d'hier à aujourd'hui. ». Il y sera question des Canadiens français et de la première guerre mondiale ainsi que de la guerre en Afghanistan.
 - **Invités :** Marc-André Cyr, historien ;
Francis Dupuis-Déri, auteur du livre *L'éthique du vampire : de la guerre en Afghanistan et quelques horreurs du temps présent*.
 - **Heure :** 19 h 30
 - **Lieu :** Café Bar l'AgitÉe
251, Dorchester, Québec
- Attention :** Cette soirée est précédée d'une manifestation antimilitariste
Rassemblement à 17h devant la bibliothèque Gabrielle-Roy
- **Information :** Alternatives (418) 521-4000, quebec@alternatives.ca, www.alternatives.ca
 - **Organisée** par Alternatives.



Samedi 29

*Rencontre

- **Thème** : *Parcours des jeunesses plurielles*. Rencontre entre Autochtones, ImmigrantEs et QuébécoisEs. Discussions, films et théâtre!
- **Heure** : 13 h
- **Lieu** : Maison de la Coopération
155, Charest Est, Québec
- **Information** : Alternatives (418) 521-4000, quebec@alternatives.ca, www.alternatives.ca
- **Organisée** par Alternatives.

Dimanche 30

*Documentaire

- **Thème** : « Coupé court au racisme »
Quatre courts métrages résultant du jumelage de huit vidéastes et écrivains d'origines diverses. Un rallye vidéo-littéraire de 10 jours, une entreprise de création contre la montre : rencontre entre un vidéaste et un écrivain d'une autre origine avec les trop méconnues communautés culturelles de la ville de Québec et avec le public. Une initiative de Productions Rhizome. Chaque paire écrivain-vidéaste a eu une semaine pour réaliser un court métrage sur le thème de la rencontre avec l'Autre. Quatre équipes, quatre « Par/courts » différents, quatre œuvres vidéo sur des enjeux sociaux et culturels.
Dans le cadre du Festival de cinéma des trois Amériques, du Printemps des poètes et de la Semaine d'actions contre le racisme. Avec les écrivains Nora Attala (Égypte), François Blais (Québec), Hada Lopez (El Salvador) Alix Renaud (Haïti) et les vidéastes, Zhimi Hu (Chine) Sandrine Muratet (France) Karen Vanderborgh (Belgique) Javier Antonio Zepeda (Mexique).
- **Heure** : 20 h
- **Lieu** : Musée de la civilisation, Auditorium 1
85, rue Dalhousie, Québec
- **Coût** : Gratuit
- **Information et réservation** : Musée de la civilisation (418) 643-2158
- **Organisé** par le MICC, la Ville de Québec, le Musée de la civilisation, le Festival de cinéma des trois Amériques, et l'OQAJ.





**Pour un calendrier sociocommunautaire et citoyen pour la région de Québec,
Visitez ce site:**

<http://www.reseauforum.org/calendrier>



Le mot de CTM

Mars à Carrefour

À quoi ressemble mars 2008 à Carrefour? Mars, c'est la *Journée Internationale des femmes*, même si la problématique *femmes* ne constitue pas explicitement la majeure de la mission de Carrefour, notre organisme a souvent participé ou organisé des événements pour souligner cette journée. Les *Carrefour information* des années antérieures et de cette année sont d'ailleurs là pour en témoigner.

Mars, c'est aussi la Boutique ÉquiMonde... qui se situe maintenant dans son emplacement permanent. Il reste toutefois quelques détails à régler, mais bientôt tout y sera! Nous ne pouvons parler de la boutique sans parler de nos bénévoles. Lors des dernières semaines, nous avons intégré quatre nouveaux bénévoles qui viennent porter main forte à la boutique. En outre, deux d'entre eux collaboreront avec nous à des activités d'éducation, soit la *Quinzaine du Commerce équitable* en mai et une conférence midi sur le *Commerce équitable ici et en Europe* qui aura lieu en avril.

Pour ce qui est des activités courantes de l'organisme, quatre membres de l'équipe de CTM participeront à une formation traitant des ateliers de misère le 4 mars. Étant présent à la Coalition québécoise contre les Ateliers de Misère, Carrefour jouera un rôle important comme promoteur de la Coalition et comme animateur dans les écoles et dans des ateliers. Nous avons deux documents qui pourront nous aider. Notons que nous sommes entourés de représentants des syndicats et d'ONGs.

Nous travaillons aussi présentement à l'organisation de la *Quinzaine du commerce équitable* avec Plan Nagua et Oxfam-Québec. L'événement aura lieu du 1er au 15 mai 2008 et nous prévoyons déjà de

La passion de la solidarité



belles activités, par exemple une soirée festive, des conférences, des kiosques, un 5 à 7 agrémenté de bouchées équitables, une partie de soccer et plus. Bref, nous vous tiendrons au courant!

D'autre part, nous continuons toujours à tenir des kiosques de sensibilisation ou de vente un peu partout. Nous avons trois kiosques de vente à venir, soit le 6 mars pour la Journée internationale des femmes. Nous aurons donc tenu cinq kiosques depuis la mi-février,

Nous poursuivons également nos ateliers de formation dans les écoles. De janvier à avril, nous nous déplaçons dans les écoles primaires et secondaires de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches pour échanger avec les élèves et les professeurs sur des thèmes aussi diversifiés que la mondialisation et ses alternatives, les multinationales, le commerce équitable, la responsabilité sociale des entreprises minières canadiennes et le tourisme durable. Cette année, plus de 20 ateliers interactifs pourront éveiller chez les jeunes ce fameux goût de la solidarité!

Comme vous pouvez le constater, il y a de l'énergie à CTM! De la belle énergie au service de la solidarité internationale. Allez voir au www.carrefour-tiers-monde.org pour voir!



Pour vous impliquer à Carrefour Tiers-Monde et à la Boutique ÉquiMonde!

- *Si le monde vous intéresse...*
- *Si vous voulez ajouter votre grain de sable à la construction de rapports Nord-Sud plus justes...*
- *Si vous aimez le contact avec les gens...*
- *Si vous voulez en connaître davantage sur le commerce équitable et partager votre savoir avec le public...*
- *Si vous êtes disponible... une demi-journée ou plus par semaine ou êtes disposé à travailler occasionnellement la fin de semaine?*



Contactez-nous au (418) 647-5853



La passion de la solidarité



Posez un geste solidaire... Passez à la boutique ÉquiMonde, la première boutique de commerce équitable à Québec!



riz • thé • tisane • café • épices • chocolat • articles de décoration • vêtements • bijoux • vaisselle • etc

Située à L'Auberge L'Autre Jardin au 365, boulevard Charest Est (angle de la Couronne), Québec.

Heures d'ouverture :

Lundi au mercredi : 9 h à 17 h

Jeudi et vendredi : 9 h à 21 h

Samedi : 9 h à 17 h (peut être modifié sans préavis)

Au plaisir de vous y rencontrer !



Pâques... avec une saveur d'équité

La Boutique ÉquiMonde vous offre, à l'occasion de Pâques, des chocolats fins équitables.

Cette année, en plus des délicieux lapins faits de chocolat au lait, vous pourrez également vous procurer les tout nouveaux œufs faits de chocolat noir et truffés à la ganache d'Équita.

Joyeuses Pâques !

Nouveautés du Vietnam

Des produits variés et originaux faits de bois laqué, de jolis ensembles à thé et des sculptures faites de métal recyclé font leur entrée à la Boutique ÉquiMonde. Venez jeter un coup d'œil à ces trouvailles du Vietnam!

La passion de la solidarité





Nicole Piché
Carrefour information

NOUS FAIRE CONNAÎTRE VOS ACTIVITÉS
POUR LE **CARREFOUR INFORMATION** DU MOIS D'AVRIL
AVANT 17 H, LE 25 MARS 2008

Carrefour Tiers-Monde
365, boul. Charest Est
Québec, G1K 3H3
www.carrefour-tiers-monde.org
info@carrefour-tiers-monde.org

**Vous voulez placer une publicité dans le Carrefour information ?
Contactez Linda Tremblay, à Carrefour Tiers-Monde.**

Hébergez votre site Internet sur <http://www.ecohosting.net> et supportez Carrefour Tiers-Monde.

La passion de la solidarité



Article du mois

Supplément au *Carrefour information* du mois de mars 2008

Source : Le Monde diplomatique, 23 février 2008

EAU : QUELLE SOLIDARITÉ NORD-SUD ?

Marc Laimé

La communauté internationale s'est engagée à accroître les investissements dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans le courant des années 90. Elle a également reconnu la nécessité d'améliorer l'efficacité des systèmes de gestion en développant la participation citoyenne, « l'empowerment ». Cette participation pose la question des relations entre l'utilisateur, l' élu, l'ingénieur, l'entrepreneur..., dans un domaine très technique. Dans le même temps, au Sud, les processus de décentralisation confèrent des responsabilités croissantes aux élus, interface entre les populations et les logiques des projets de développement. En France comme ailleurs dans le monde, des collectivités locales, des services de l'Etat, des syndicats des eaux et d'assainissement, des entreprises, disposent d'une expérience certaine en matière d'organisation et de gestion des services publics, sans pour autant toujours parvenir à tisser des liens constructifs avec les citoyens. Par ailleurs de nombreuses associations et ONG souhaitent elles aussi promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement. Comment faire coïncider participation citoyenne et efficacité technico-économique, quand il s'agit d'intervenir au Sud ?

Un paradoxe surgit d'emblée : alors que l'on n'a jamais autant parlé de l'eau, les financements se tarissent. Les grandes entreprises transnationales, échaudées par les déconvenues enregistrées en Amérique du Sud, en Asie ou en Afrique depuis le début des années 90 affichent depuis quelques années à l'égard du secteur un intérêt plus mesuré. Elles ont opéré un recentrage, tant en termes de zones d'activités que de métiers. Elles investissent au Nord et dans les pays émergents de nouvelles activités à forte rentabilité : dessalement, réutilisation des eaux usées (« re-use »), « gestion active » de la ressource...

En France le groupe Bouygues a vendu la Saur, Suez mise sur l'énergie, qui représente désormais 70 % de son activité. La Générale des Eaux, filiale de Veolia, investit elle aussi de nouveaux métiers. L'eau, affirment-elles, n'est pas un secteur rentable, ce que démentent sans coup férir les bénéfices considérables que réalisent ces entreprises.

Il en va de même de l'aide publique bilatérale. En l'espace de 15 ans, de 1982 à 1997, elle était passée de 500 millions de dollars par an à 2,7 milliards. En 2001 elle était retombée à 1,4 milliards. Si dans les grandes agences d'aide, les "alibis" sont relativement aisés : « Nous n'avons pas suffisamment de demandes sur l'eau, Les Africains ne demandent pas de l'eau, mais de l'électricité et des télécoms », une réalité amère s'impose sans fard : il n'y a pas d'argent pour l'eau. Les gros bailleurs de fonds sont en crise. En l'espace de 3 ans, l'aide annuelle du Japon, le plus grand pays donateur, s'est effondrée de 950 à 300 millions de dollars. Il en est de même pour l'Allemagne qui a fortement réduit ses engagements.

Les défis sont pourtant pressants. Les Africains étaient 250 millions en 1950, 800 millions en 2000, et seront vraisemblablement 1,8 milliard en 2050. Le défi est gigantesque en matière d'assainissement, comme le souligne le fait que l'ONU ait décidé que 2008 serait consacrée « Année internationale de



l'assainissement ». Laisser ces pays à très forte croissance démographique, qui voient se multiplier à un rythme effarant les mégapoles peuplées de millions d'habitants, s'empêtrer dans leurs problèmes de pollutions, domestiques, mais aussi industrielles et pluviales, c'est accepter de voir à terme une large majorité de la population mondiale vivre dans des cloaques.

A l'échelle européenne, la Facilité européenne de l'Eau, qui avait été portée par M. Romano Prodi, avec le soutien de la France et de l'Allemagne, était un geste positif, mais insuffisant. 2005 a fait figure d'année décisive, marquée de plusieurs échéances importantes dont la 13^{ème} session de la Commission du développement durable suivie, en septembre 2005, de l'Assemblée générale des Nations unies. Chacun s'accorde désormais pour considérer qu'il est temps de mettre un terme aux plaidoyers et de passer à l'action, comme cela fut fortement affirmé au dernier Sommet mondial de l'eau de Mexico.

La France, troisième bailleur bilatéral du secteur, a longtemps semblé faire exception, avec l'engagement du président Chirac au G8 d'Evian en 2003 de doubler notre aide pour l'eau à l'Afrique, ce qui représenterait près de 200 millions d'euros supplémentaires. De même, le parlement français a-t-il adopté à l'unanimité en février 2005 la loi "Oudin-Santini", qui autorise les maîtres d'ouvrages décentralisés et les agences de l'eau à financer des actions de solidarité internationale à concurrence de 1 % de leurs budgets d'eau, ces contributions étant prélevées sur la facture d'eau qu'acquittent les usagers. Le groupe Eau du Comité français du développement durable avait aussi été la cheville ouvrière des initiatives présentées à Johannesburg au Sommet de la Terre en 2002.

Le modèle même des agences de l'eau françaises est une source d'inspiration pour l'étranger. Il est très enseigné et diffusé par les universités et les réseaux de savoirs. Le Réseau international des organismes de bassin (RIOB), dépendant de l'Office international de l'eau (OIEAU), promeut ainsi un véritable modèle de gestion, autour de la notion de bassin hydrographique, ou bassin versant, porteur de valeurs économique, sociale et culturelle, qui autorise la mise en œuvre du principe de gestion participative et permet un mécanisme de financement intégrant une forte péréquation, avec le principe "pollueur-payeur" qui peut s'adapter au contexte local, en se transformant en "naviguant-payeur" ou "irriguant-payeur". L'idée force étant que la mutualisation de chaque goutte d'eau payée représente beaucoup d'argent, et autant de possibilités d'investissements.

Cette promotion du fameux « modèle français » de gestion de l'eau dans le monde entier n'est évidemment pas dénuée d'arrière-pensées commerciales, tant les grandes entreprises françaises du secteur ont de longue date assuré leur emprise sur la politique française de l'eau, en France comme à l'étranger... Reste que ces entreprises sont avant tout en quête de marchés solvables, qui se trouvent aujourd'hui dans les "BRIC", en Australie, au Proche-Orient, dans le pourtour méditerranéen. Aussi peut-on noter un net infléchissement du discours et de la posture de ces entreprises depuis le sommet de Mexico. Elles ne prétendent plus désormais comme dans les années 80 et 90 être les fers de lance de l'accès à l'eau, mais de modestes contributeurs dont l'action dans le domaine de la coopération s'inscrit à côté de celles de la myriade d'acteurs concernés.

Par ailleurs, le paysage de la coopération internationale s'est profondément transformé depuis 20 ans. Elle s'est très largement déconcentrée, ce qui pose de nouveaux problèmes à tous les acteurs impliqués. Les pouvoirs publics souhaitent concentrer leur appui sur un nombre limité d'acteurs disposant d'une forte capacité d'action, mais ce sont désormais une multitude de petites structures qui interviennent dans le champ de la coopération décentralisée. Résultat, alors que les fonds existent, les petites collectivités et ONG éprouvent d'énormes difficultés pour trouver des appuis réguliers. Qui plus est, lorsque les fonds sont débloqués, c'est toujours tardivement. Les fonds disponibles sont aussi



de plus en plus directement orientés vers les agences locales, implantées dans les pays en développement. La démarche est engagée depuis un certain temps mais a parfois des difficultés à se concrétiser sur le terrain.

Cette déconcentration est aussi dépendante de l'évolution de la politique d'appui au développement du gouvernement français. Des instances de concertation ont été mises en place, entre le MAE (Affaires étrangères), l'AFD (Agence française de développement), le MEDAD (Ecologie et Développement durable), le MINEFI (Finances) et la société civile, par le biais notamment du HCCI (Haut Comité de la Coopération Internationale) et du CICID, le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement, créé fin 1999. Depuis le sommet de Mexico la France a ensuite structuré un « Partenariat français pour l'eau ».

Remise en cause des modèles traditionnels d'aide au développement

Reste qu'en matière d'aide au développement chaque pays a ses spécificités et ses outils, et il n'existe sans doute pas de solution miracle. Qu'elles soient suisse, allemande, néerlandaise, française, anglaise, canadienne, américaine..., les politiques de coopération ont un point commun : la discontinuité. Des revirements spectaculaires interviennent fréquemment, qui ne sont pas toujours liés à l'efficacité, ou l'inefficacité, des aides.

Comme le soulignait le Rapport 2007 sur le développement de l'OCDE, publié le 14 février 2008, « l'aide au développement n'est pas adaptée aux besoins. »

Il s'agit donc désormais de développer une capacité réelle à aider et soutenir les initiatives locales. Mais pour l'heure la majeure partie des aides repose sur des fonds "souverains", dirigés vers les Etats, alors qu'il s'agirait au contraire d'orienter les fonds directement vers les acteurs locaux. Aujourd'hui les besoins s'orientent aussi davantage sur la pérennisation des services. Nombre d'entre eux sont peu performants et pas rentables. Il peut dès lors se produire que des fonds soient versés lorsque plus rien ne fonctionne, et qu'il faille tout recommencer.

Autre problème, celui d'une fiscalité locale généralement très faible. Les impôts, comme les factures d'eau, remontent à la capitale mais n'en redescendent qu'avec retard, et jamais intégralement. En outre nombre de collectivités locales ne possèdent pas de personnalité morale, et sont dans l'incapacité de contracter des emprunts bancaires.

Les acteurs locaux, bénéficiaires de l'aide, n'ont d'ailleurs pas toujours les capacités requises, notamment en matière de gestion. L'enseignement et la formation ont progressivement été délaissés dans la coopération. Il en résulte que le niveau de qualification a beaucoup baissé dans de nombreux pays. En fait, cela a joué comme un effet de ciseaux : parallèlement à la mise en place de stratégies de développement, les directions de l'eau et de l'assainissement se sont étoffées de gens très qualifiés mais, en face, au niveau local, il y a de moins en moins de techniciens disposant d'une réelle capacité d'intervention. Là aussi des retards considérables ont été pris, qu'il s'agit aussi maintenant de rattraper.

Au-delà, la formule standard de participation aux projets de développement rural employant des ONG pour mener des ateliers, fournir la formation et développer les plans du village est désormais



remise en cause. Ainsi un rapport **(1)** du Département de l'Evaluation des Opérations (OED) de la Banque Asiatique de Développement (BAD), publié en décembre 2004, soulignait-il n'avoir trouvé aucune preuve démontrant que la participation donnait aux bénéficiaires plus de contrôle sur les ressources ou les décisions, ni qu'elle leur donnait l'autorité pour tenir les prestataires responsables ou encore qu'elle les motivait à prendre soin des équipements qui leur ont été formellement transférés. "Les fonds du projet étaient gérés par les politiques. Les bénéficiaires avaient peu de contrôle sur les ressources, donc peu de pouvoir dans la prise de décision et dans le contrôle des prestataires de services". Ainsi les approches participatives ont souvent "réalisé plus de rhétorique que de vrais résultats". Selon M. Graham M. Walter, directeur de l'OED, au lieu d'une formule uniforme de participation, la BAD devrait accorder du temps pour le travail de terrain à l'étape de la conception du projet, encourager les solutions locales et récompenser le personnel de projet pour la qualité de sa conception. Cependant, des formules alternatives de participation destinées à "rendre les prestataires plus responsables envers les bénéficiaires" devraient être testées au niveau pilote.

Comment financer l'accès à l'eau ?

Au Sommet de Johannesburg, pays développés et pays en développement avaient convenu de réduire de moitié avant 2015 la proportion de personnes sans approvisionnement en eau potable ou sans assainissement de base dans chacun de leurs pays. Le principe est déjà sujet à caution. Pourquoi seulement la moitié de la population ? Ensuite il est clair que les pays où l'accès à l'eau est le plus faible auront à accomplir les efforts les plus grands, et qu'ils seront d'autant plus difficiles à financer que le coût le plus élevé serait à la charge des pays les plus pauvres.

En tout état de cause les investissements actuels devraient doubler. Et passer pour le branchement des personnes non desservies de 10 à 20 milliards de dollars par an (entre 8,3 et 16,5 milliards d'euros).

Cette estimation, intermédiaire entre celles faites par le CCAEA et celles provenant de la Banque mondiale, paraît réaliste mais est évidemment entachée d'incertitudes.

Le Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (CCAEA), organisme dépendant de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et basé à Genève, qui joue un rôle-clé dans l'alliance mondiale pour la promotion de la santé et du bien-être des populations pauvres et privées de services dans les pays en développement. Le Conseil a notamment élaboré un programme intitulé *Vision 21*, qui vise à « inscrire l'initiative des gens et à la capacité d'auto-suffisance au coeur de la planification et de l'action. »

Par ailleurs, ce montant de 10 à 20 milliards de dollars annuel ne comprend pas les investissements destinés à maintenir les réseaux actuels en fonctionnement, les investissements de traitement des eaux usées et les investissements pour l'eau utilisée par l'agriculture, l'industrie ou les services.

Mais si l'on retient cette estimation, dans quelle mesure les pays en développement sont-ils en capacité de financer ces nouveaux investissements et comment les pays développés peuvent-ils leur apporter une aide ?

A l'horizon des 15 prochaines années, la croissance économique qu'enregistrera ces pays devrait leur permettre d'augmenter leurs investissements dans le secteur de l'eau, et de financer l'augmentation



envisagée des dépenses nécessaires. Mais la croissance dans certaines régions, notamment en Afrique sera insuffisante pour financer ces investissements. La majorité des nouveaux usagers, extrêmement pauvres, ne pourront pas consacrer plus d'un ou deux pour cent de leurs maigres revenus aux investissements effectués à leur bénéfice.

Si les autres usagers devraient pouvoir supporter, au titre de la solidarité nationale, une augmentation de leurs dépenses pour l'eau, ce transfert restera limité. Sauf si les usagers déjà desservis acceptent de payer leur eau à son vrai coût, et non à un coût subventionné. Mais l'augmentation du prix de l'eau - dans un premier temps pour couvrir les coûts de fonctionnement, et dans un deuxième temps pour amortir les investissements - n'a pas été couronnée de succès dans les pays en développement : elle aboutit le plus souvent à augmenter le prix de l'eau pour les moins pauvres, qui ne sont pas disposés à abandonner leurs privilèges.

On peut aussi augmenter la part des subventions gouvernementales dans les services de l'eau, même s'ils le sont déjà fortement. A condition de réduire d'autres dépenses publiques. Mais les dépenses publiques dans des domaines connexes prioritaires, telles que la santé publique, étant déjà faibles dans les pays les plus pauvres, comment dégager des ressources importantes pour l'eau par une simple réallocation budgétaire ? Variante : augmenter les déficits budgétaires et l'inflation, faute d'une augmentation adéquate des impôts...

Promouvoir une nouvelle solidarité internationale

Ces approches ne peuvent donc être menées durablement dans le cas de pays très pauvres. Dans ce contexte, l'augmentation réelle de l'aide internationale apparaît donc décisive.

On estime que l'augmentation de l'aide au développement pour combattre la pauvreté peut être chiffrée à 16 milliards de dollars par an (13,25 milliards d'euros), mais que seule une partie de cette augmentation (au maximum 25 %), pourra raisonnablement être consacrée à l'eau. Le volume maximum prévisible d'augmentation de l'aide pour l'eau ne pourra donc probablement pas excéder environ 4 milliards de dollars par an (3,3 milliards d'euros).

Compte tenu de ces contraintes financières, seul un nouvel effort de solidarité, tant au plan national qu'international, permettrait de financer un accroissement des investissements dans le secteur de l'eau dans les pays en développement à concurrence de 10 milliards de dollars par an (8,3 milliards d'euros). Sommes qui devraient être affectées à la promotion de techniques peu coûteuses, permettant de desservir un maximum de personnes.

Si la solidarité internationale permettrait ainsi de suppléer à l'absence de moyens financiers dans les pays les moins avancés, force est de constater que les pays industrialisés n'ont pas jusqu'à présent transformé leurs engagements en financement concret de l'aide pour l'eau.

Or, sans un accroissement très important de cette aide, il sera impossible de satisfaire aux objectifs de Johannesburg. Sans financement effectif de l'aide, les pays en développement risquent de ne pas engager les réformes souhaitables en matière de gouvernance et de santé publique.



Les pays développés doivent doubler effectivement leur aide pour l'eau. Les pays en développement devront simultanément mettre en place les mécanismes qui financeront leur part dans ces investissements nouveaux. Ils devront augmenter le prix de l'eau ou les impôts plutôt que les déficits publics, et améliorer la gouvernance de l'eau pour que les investissements soient gérés de façon durable. Sans cette action conjointe, l'accès à l'eau ne sera pas suffisamment amélioré, et les objectifs de Johannesburg ne seront pas atteints.

L'augmentation de l'aide pour l'eau devrait aussi être modulée selon l'étendue des besoins, de sorte que les pays les plus pauvres, par exemple ceux d'Afrique sub-saharienne, bénéficient au minimum d'un triplement de l'aide pour l'eau pour atteindre 1,8 milliard de dollars par an (1,5 milliards d'euros). Promouvoir une solidarité véritable dans le domaine de l'eau implique donc que chacun des pays industrialisés prenne des initiatives immédiates et, si possible, concertées.

On rêverait d'une Europe proposant à chaque citoyen européen de se sentir responsable de fournir l'accès à l'eau à un citoyen africain, asiatique ou sud-américain qui en est dépourvu, et qui déciderait d'y affecter les moyens budgétaires que l'Union peut à l'évidence mobiliser à cette fin. La Présidence française de l'Union le 1er juillet prochain en offre l'opportunité.

Reste que toute initiative qui ferait l'économie de l'affirmation conjointe du droit à l'eau, par le biais de l'inscription d'un droit à l'eau effectif dans des instruments de droit internationaux ne saurait prétendre à l'efficacité.

A cette aune le positionnement de la France n'augure malheureusement pas de percée décisive à brève échéance.

Note : (1) « Efficacité des approches participatives : les nouvelles approches offrent-elles une solution efficace aux problèmes conventionnels dans les projets de développement rural ? » Etude d'évaluation spéciale de la BAD, décembre 2004.



Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
2	3	4	5 - Conférence	6	7	8 - Soirée intercultur'Elles
9 - Projection commentée - Causerie	10	11	12	13	14	15 - Journée mondiale d'action
16	17	18	19 - Journée internationale de la Francophonie	20 - « Lòt Bò dlo » - Lancement et projection - Documentaire	21	22 - Assemblée générale
23	24	25 - Les Mardis Aller- retour	26	27	28 - Conférence	29 - Rencontre
30 - Documentaire	31					

Carrefour information mars 2008